

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Girault, René, *Diplomatie européenne et impérialisme: Histoire des relations internationales contemporaines, tome I : 1871-1914*. Paris, Masson, 1979, 256 p.

par Barrie M. Ratcliffe

Études internationales, vol. 11, n° 2, 1980, p. 343-344.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701055ar>

DOI: 10.7202/701055ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Le sujet n'était pas nouveau, mais l'auteur aborde une dimension peu élaborée de l'antisémitisme du gouvernement nazi. L'attention des historiens a en effet porté sur d'autres instances comme la Gestapo, la propagande, les jeunesses nazies etc.

L'approche est d'abord chronologique. On y révèle que la question juive est surtout une affaire interne jusqu'en 1940 et que le ministère des affaires extérieures ne partage pas les excès des radicaux du Parti Nazi.

On met néanmoins sur pied les bases de ce qui allait aboutir à « la solution finale » dès les premières années du régime. On insiste alors sur la sur-représentation de l'influence juive par rapport à sa population et sur la conspiration mondiale du communisme juif.

Fait intéressant et peu connu, le gouvernement allemand encourage de 1933 à 1936 l'émigration juive en Palestine et y accepte même le transfert des biens. Mais à partir de 1936 on établit des mesures de pression visant à forcer les juifs à partir dénués de leurs avoirs. Puis c'est à partir de 1938 que les mesures discriminatoires s'accroissent. On arrive finalement en 1940, soit l'année de la création de la Referat D III de l'Abteilung Deutschland, c'est-à-dire d'une section spécialisée des affaires extérieures qui s'occupe plus particulièrement de la question juive, de la politique raciale, des réfugiés allemands et des mouvements nationaux à l'étranger.

M. Browning procède alors à une analyse assez rigoureuse de la nature du personnel impliqué dans le processus décisionnel et de leurs motivations. L'auteur s'attarde sur le rôle de personnalités qui lui semblèrent les plus influentes : Rademacher et ses assistants Muller, Klingner et Hahn. Il conclut que c'étaient des opportunistes qui n'étaient pas à l'origine des antisémites radicaux mais qui obéissaient aux ordres en vue de promouvoir leurs carrières professionnelles.

L'auteur dresse ensuite le sort des principaux responsables de cette organisation, notamment de Rademacher qui après de multiples audiences et évasions, ne put assister à son procès final à cause de sa mort en 1973.

En résumé disons que l'auteur dresse plus un véritable procès, pièces à l'appui, qu'une véritable analyse politique. Outre le fait qu'il procède à l'analyse du rôle de personnalités peu connues à côté des Himmler, Goebbels, Goering et Hitler, mais qui furent impliquées, du fait de leur position, dans le cas précis de la déportation juive, le sujet ne fait que confirmer et compléter les multiples thèses qui ont donné naissance à une littérature et cinématographie imposantes.

Michel PRATT

*Département d'histoire,
Université du Québec à Montréal*

GIRAULT, René, *Diplomatie européenne et impérialisme; Histoire des relations internationales contemporaines, tome I: 1871 – 1914*. Paris, Masson, 1979, 256p.

L'histoire politique, qui a derrière elle une longue tradition en historiographie occidentale, a été vivement critiquée au vingtième siècle. On l'a accusée d'être événementielle et élitiste et le concept d'État considéré comme un organisme politique relativement autonome de l'économie – un de ses piliers – a été gravement ébranlé. Les critiques les plus radicales ont été formulées en France par les fondateurs des *Annales* et de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui « la nouvelle histoire ». En 1931 déjà Lucien Febvre attaqua l'histoire diplomatique traditionnelle, qui se fie uniquement aux archives diplomatiques, aux personnalités au pouvoir, au court terme, quand il fit le recensement de l'*Histoire diplomatique de l'Europe (1871-1914)* publiée sous la direction de Henri Hauser.

Même si elle reste la Cendrillon des différentes sous-disciplines en histoire, l'histoire des relations internationales a récemment connu un certain renouvellement, surtout en France. Ce renouvellement doit beaucoup à l'oeuvre pionnière de Pierre Renouvin, à son *Histoire des relations internationales*, publiée en huit volumes de 1953 à 1958 et à son *Introduction à l'histoire des relations internationales*, écrite en collaboration avec J.-B. Duroselle en 1964, où il tenta une analyse méthodologique qui mit en valeur les « forces profon-

des»: « conditions géographiques, mouvements démographiques et financiers, traits de la mentalité collective, grands courants sentimentaux ». L'influence de Renouvin en France a été grande: il a contribué à former tout un faisceau de jeunes historiens des relations internationales qui s'intéressent aux rapports entre l'économie et la politique à l'impérialisme français au début du siècle, aux origines de la première guerre mondiale. Parmi eux on pourrait nommer Raymond Poidevin, Jacques Thobie, et l'auteur de l'ouvrage dont il est question ici, René Girault. Professeur à l'Université de Paris-Nanterre, il a déjà publié son excellente thèse sur les emprunts tsaristes et les investissements français en Russie. L'ouvrage qu'il livre au public aujourd'hui est le premier de trois volumes qu'il a l'intention de publier sur les relations internationales de 1871 à nos jours, et qui sont tous destinés aux étudiants de premier cycle.

L'auteur de place, donc dans la nouvelle perspective des histoires internationales qui ont dépassé l'histoire diplomatique traditionnelle et dans la première partie de son ouvrage il essaie de dégager les cadres généraux des relations internationales à la fin du XIX^e siècle en analysant les « forces profondes » prônées par Renouvin et Duroselle. Dans son troisième chapitre, par exemple, il tente une analyse-superficielle-des mentalités collectives en étudiant l'étranger dans la conscience collective et en essayant d'expliquer les variations dans l'intérêt pour l'étranger et les étrangers. Les deux autres parties de son ouvrage traitent les périodes chronologiques de 1871-1980 et 1890-1914. Girault présente une Europe morcelée, cassée en nations distinctes, une Europe bouleversée par la naissance des États-Nations et par la croissance inégale du capitalisme - l'industrialisation, l'expansion du système. Il est à son meilleur quand il analyse la formation et les péripéties de l'alliance franco-russe (chapitre VII) et quand il refuse de rechercher une explication moniste ou d'attribuer des responsabilités directes ou indirectes de la guerre de 1914-1918 dans le chapitre XI. Somme toute, son ouvrage constitue la meilleure introduction à l'histoire des relations internationales de cette période qui va de 1871 à 1914.»

Ceci dit, l'ouvrage n'est pas sans faiblesses. Au niveau le plus élémentaire, il y a trop d'erreurs de fait: ce n'est pas vrai qu'à partir de 1878-79 on passa d'un monde où les marchandises pouvaient aisément circuler « à un monde cloisonné, hérissé de barrières douanières » (p. 28), que la Grande Bretagne en restant libre-échangiste « accepte de sacrifier son agriculture » (p. 29); la grande famine en Irlande n'a pas lieu en 1848 (p. 55); le Zollverein n'est pas mis en place en 1852-53 (p. 66); Milner n'est pas le successeur de Rhodes à la tête de la colonie du Cap et des diamants sont découverts en Afrique australe en 1867 et non dans les années 1880 comme Girault le laisse entendre (p. 185); il est fort douteux que la Grande-Bretagne ait modifié sa stratégie extérieure en développant un impérialisme colonial actif en 1874 et 1885, comme il le prétend (p. 95 et pp. 100-102) ou qu'il y ait eu une mondialisation de la stratégie britannique au tournant du XX^e siècle comme il le laisse entendre (pp. 170-171). Il y a trop de fautes d'orthographe, surtout dans les mots anglais: Mickingley; «Dreadnough»; Doggerbank; Mc Kenna; Maxse. Mais il y a une faiblesse d'un tout autre ordre: le livre reste un récit prisonnier du cadre chronologique et ne présente qu'une seule interprétation - quoique complexe - de la période, comme s'il n'y avait pas de controverses entre historiens sur la conduite d'un Delcassé ou d'un Bismarck (la poussée coloniale de Bismarck est présentée sans référence aux débats soulevés par les thèses de Bohme, de Wehler ou d'autres) ou sur les problèmes majeurs de l'époque comme l'impérialisme (Girault traite le problème en deux pages et les concepts et théories marxistes là-dessus ne sont même pas mentionnés, ce qui est inexcusable), comme les causes de la première guerre mondiale (même le « Primat der Innenpolitik » avancé par Fritz Fisher - « un historien de Hambourg » - et par d'autres n'est décrit que sommairement). Présenter la certitude là où il n'y a que controverses est mal servir les intérêts et de ceux qui pratiquent et de ceux qui étudient l'histoire des relations internationales.

Barrie M. RATCLIFFE

*Département d'histoire,
Université Laval*